



CHAPITRE 196

LOI CONCERNANT L'ADOPTION

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
de l'adoption.

2. L'adoption ne peut avoir lieu que dans les cas Disposition
et suivant le mode et les conditions ci-après prévus. 14 déclaratoire.
Geo. V, c. 75, s. 1; 15 Geo. V, c. 74, s. 1.

3. L'adoption d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe Qualités re-
n'est permise qu'aux seuls époux faisant vie commune. quises de
l'adoptant.
L'adoption est cependant permise à un veuf ou à une Id. dans le cas
veuve qui n'a pas d'enfant à l'époque de l'adoption, ou d'un veuf,
à une personne majeure, non mariée, pourvu que, dans d'une veuve
les deux cas, l'adopté soit du même sexe que l'adoptant. ou d'un céli-
bataire.
14 Geo. V, c. 75, s. 1a; 15 Geo. V, c. 74, s. 1.

4. Dans les cas ci-dessus prévus, l'adoptant, qui ne Conditions,
doit être ni l'époux, ni l'épouse, ni le frère, ni la sœur âge et religion
de l'adopté, doit avoir au moins vingt ans de plus que de l'adoptant.
l'adopté et professer la même foi religieuse que celle à
laquelle ce dernier appartient par le baptême. 14 Geo.
V, c. 75, s. 1b; 15 Geo. V, c. 74, s. 1.

5. La demande en adoption est faite par l'adoptant Requête en
par voie de requête adressée à un juge de la Cour supé- adoption.
rieure du district où il a son domicile.

Si l'époux ou l'épouse du requérant vit encore et a la Partie à la re-
capacité légale de ce faire, il doit se porter partie à la quête et effet.
requête, et, dans ce cas, après l'adoption, l'adopté est
censé être leur enfant commun.

Le requérant qui n'a pas son domicile dans les limites Tribunal
de la province doit adresser sa requête à la Cour supé- compétent.
rieure du domicile de l'enfant qu'il se propose d'adop-
ter. 14 Geo. V, c. 75, s. 1c; 15 Geo. V, c. 74, s. 1.

Qui peut être adopté: **6.** Les personnes suivantes, mineures de l'un ou de l'autre sexe peuvent seules être adoptées:

Les enfants illégitimes, sauf exception;

1° Les enfants illégitimes, à moins que l'un ou l'autre de leurs père et mère ou les deux n'aient, de fait, pris charge du soin, de l'entretien et de l'éducation de leur enfant ou n'aient déclaré par écrit qu'elles entendent s'en charger;

Les orphelins: 2° Les enfants légitimes, orphelins de père et de mère, si aucun des ascendants ne prend soin d'eux;

Les enfants de parents aliénés.

3° Les enfants dont le père et la mère, ou le survivant, irrémédiablement privés de la raison, ne peut prendre soin, non plus qu'aucun ascendant. 14 Geo. V, c. 75, s. 1d; 15 Geo. V, c. 74, s. 1.

Requête en chambre.

7. La requête en adoption doit être présentée en chambre et non à l'audience ni au tribunal, et l'instance sur la requête y est également instruite et décidée. 14 Geo. V, c. 75, s. 2.

Consentement requis.

8. 1. Aucun jugement ne peut être rendu sur la requête en adoption, sauf tel que ci-après prévu, si elle n'est accompagnée du consentement écrit des personnes suivantes, selon le cas:

a) De l'enfant dont on demande l'adoption s'il est âgé de dix ans ou plus; cependant si l'enfant de moins de quatorze ans refuse son consentement, le juge peut, en tenant compte du degré d'intelligence de l'enfant et des circonstances spéciales, prononcer l'adoption notwithstanding ce refus;

b) Du tuteur ou du curateur de l'enfant, s'il en est;

c) Du père de l'enfant illégitime, ou, à son défaut, de la mère, si l'un ou l'autre sont connus;

d) De l'institution où se trouve l'enfant illégitime dans le cas où le père et la mère de cet enfant sont inconnus.

Personne qui peut être requérante.

2. L'une des personnes dont le consentement est requis par les dispositions du présent article pour que l'adoption puisse avoir lieu, peut être elle-même requérante.

Mentions permises ou défendues.

3. L'illégitimité d'un enfant ne doit jamais être mentionnée au dossier de la requête, ni dans le jugement, ni dans les registres du tribunal, mais l'âge de l'enfant, s'il est possible de l'établir, de même que le fait de son baptême, si l'enfant a été baptisé, doivent être mentionnés dans le jugement et ces entrées font preuve comme un acte de l'état civil. 14 Geo. V, c. 75, s. 3; 15 Geo. V, c. 74, s. 2.

9. Le consentement des personnes mentionnées aux sous-paragraphes *b*, *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 8 n'est pas requis si la personne qui est tenue de le donner :

Certain consentement non requis.

1° A volontairement omis ou négligé de pourvoir convenablement aux besoins et à l'entretien de l'enfant au cours des deux années qui ont précédé immédiatement la présentation de la requête;

2° A laissé, sans interruption, pendant plus de deux années, précédant la date de la requête, le soin de l'enfant à une institution de charité, en qualité d'indigent. 14 Geo. V, c. 75, s. 4; 15 Geo. V, c. 74, s. 3.

10. Quand le consentement écrit à la requête n'est pas produit, le juge peut ordonner qu'avis en soit donné à toute personne dont le consentement est requis, sauf les exceptions mentionnées dans l'article précédent, en lui faisant signifier personnellement la requête accompagnée de l'ordre mentionnant la date et l'endroit de sa présentation, ou il peut, à sa discrétion, si cette personne est absente de la province, en ordonner la signification de la manière qu'il prescrit, ou dispenser de l'avis.

Avis aux personnes désignées par le juge.

Signification.

Avis de la requête doit aussi être donné à l'institution dans laquelle un enfant est gardé aux frais de l'institution ou de la charité publique.

Avis à l'institution qui a charge de l'enfant.

Le juge peut exiger tous avis ou consentements additionnels qu'il juge à propos. 14 Geo. V, c. 75, s. 5; 15 Geo. V, c. 74, s. 4.

Avis, etc., additionnels.

11. Si, après cet avis, les personnes dont le consentement est requis font défaut, ou si, comparaisant, elles ne s'opposent pas à l'adoption ou si, s'opposant, les objections qu'elles font paraissent insuffisantes, ou s'il s'agit d'un enfant de moins de quatorze ans et alors conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 8, le juge peut passer outre. 14 Geo. V, c. 75, s. 6; 15 Geo. V, c. 74, s. 5.

Décision du juge.

12. Le juge doit, dans tous les cas, faire une enquête complète sur les qualités morales des parents adoptifs proposés de même que sur leur aptitude à bien élever l'enfant et lui donner un foyer, et si, après cette enquête il est d'opinion qu'ils ont les qualités voulues pour remplir les obligations et les devoirs d'un parent à l'égard de son enfant, et que l'adoption sera avantageuse à ce dernier, il doit ordonner l'adoption. 14 Geo. V, c. 75, s. 7; 15 Geo. V, c. 74, s. 6.

Enquête et jugement.

Conditions
requises si
l'enfant a
moins de 14
ans.

13. Aucune requête demandant l'adoption d'un enfant au-dessous de quatorze ans ne peut être accordée à moins qu'il ne soit en outre démontré que l'enfant a vécu pendant les deux années précédentes avec le requérant et que, durant cette période de temps, la conduite de ce requérant et les conditions dans lesquelles l'enfant a vécu ont été bonnes.

Discretion du
juge, dans
certains cas.

Cependant le juge peut, avant l'expiration de cette période, mais après au moins une année écoulée, autoriser l'adoption s'il est établi que l'adoptant est une personne de bonnes mœurs, capable d'élever convenablement l'enfant et que ce dernier a été bien traité par l'adoptant et sa famille pendant cette année de résidence. 14 Geo. V, c. 75, s. 8.

Jugement
final.

14. Le jugement accordant ou refusant la demande d'adoption est final et sans appel, mais la demande peut être renouvelée si elle allègue des faits nouveaux. 14 Geo. V, c. 75, s. 9.

Quand une
seconde adop-
tion peut
avoir lieu.

15. Une demande d'adoption subséquente ne peut être reçue et accordée qu'après le décès des premiers parents adoptifs, sauf le cas de révocation prononcée pour des motifs très graves, aux termes de l'article 19. 14 Geo. V, c. 75, s. 9a; 15 Geo. V, c. 74, s. 7.

Effets de
l'adoption

16. A compter du jugement accordant la demande d'adoption:

1° Les parents, le tuteur ou les personnes chargées de la garde et des soins de l'enfant perdent tous les droits qu'ils possèdent en vertu du droit civil et sont dispensés de toutes les obligations légales auxquelles ils sont tenus relativement à cet enfant;

2° L'adopté est considéré à tous égards, relativement à cette garde, à l'obéissance envers ses parents et aux obligations des enfants envers leurs père et mère, comme l'enfant propre de ses parents d'adoption;

3° Les parents d'adoption sont tenus de nourrir, entretenir et élever l'enfant comme s'il était le leur propre. 14 Geo. V, c. 75, s. 10; 15 Geo. V, c. 74, s. 8.

Nom de fa-
mille.

17. Dans le jugement accordant la requête, le juge peut à sa discrétion ordonner que l'enfant porte à l'avenir le nom de famille de l'adoptant, ou tout autre nom, et alors cet enfant a droit au nom de ses parents d'adoption ou à tel autre nom mentionné dans le jugement et est légalement désigné sous ce nom. 14 Geo. V, c. 75, s. 11; 15 Geo. V, c. 74, s. 9.

18. 1. L'adopté prend sur les biens dont les parents d'adoption ont la libre disposition par testament, s'ils meurent sans tester, la même part qu'il eût prise s'il fût né de ces parents en légitime mariage, mais il ne succède pas aux parents ou alliés des parents d'adoption. Effet de l'adoption relativement aux biens des parents d'adoption.

2. Si l'adopté meurt sans laisser de testament :

a) Les biens qu'il a acquis par lui-même ou par donation, testament ou succession de ses parents d'adoption, ou de l'un d'eux, ainsi que d'un parent ou d'un allié des parents d'adoption ou de l'un d'eux, sont déferés, conformément aux règles du Code civil, aux personnes qui auraient été ses parents s'il fût né en légitime mariage de ses parents d'adoption; Id., sur certains biens de l'adopté.

b) Les biens qu'il a acquis par donation, testament ou succession de ses parents et alliés naturels sont déferés de la même manière que s'il n'avait pas été adopté. 14 Geo. V, c. 75, s. 12.

19. La révocation de l'adoption peut, s'il est justifié de motifs très graves, être prononcée par un juge de la Cour supérieure sur la demande de l'adoptant ou sur celle de l'adopté. 14 Geo. V, c. 75, s. 12a; 15 Geo. V, c. 74, s. 10. Révocation de l'adoption.

20. La demande est formulée par voie de requête de l'adoptant ou de l'adopté, après avis à l'un ou à l'autre suivant le cas, ou à toute autre personne que le juge désigne. 14 Geo. V, c. 75, s. 12b; 15 Geo. V, c. 74, s. 10. Procédure en révocation.

21. Le mot "enfant", ou tout autre mot de même sens dans une autre loi ou dans un acte, comprend aussi un enfant adopté, à moins que le contraire n'apparaisse clairement, mais il ne comprend pas l'adopté lorsqu'il s'agit de substitution dans laquelle les enfants propres de l'adoptant sont les grevés ou les appelés. 14 Geo. V, c. 75, s. 13. Définition du mot "enfant".

22. Une personne résidant en dehors de la province, qui a été adoptée conformément aux lois de l'une des provinces du Canada ou à celles d'un pays étranger, possède en cette province les mêmes droits de succession qu'elle aurait eus dans la province ou dans le pays étranger où elle a été adoptée. 14 Geo. V, c. 75, s. 14. Droits de succession d'un adopté étranger à cette province.

23. Lorsqu'une seconde demande d'adoption est accordée, tout ce qui a pu résulter légalement d'un premier jugement d'adoption prend fin, sauf ce qui concerne l'intérêt que peut avoir l'enfant dans les biens qui lui ont Effets d'une adoption subséquente.

été dévolus pendant la durée de la première adoption.
14 Geo. V, c. 75, s. 15.

Procédures
non sujettes
aux droits.

24. Il n'est payé aucun droit à la couronne sur les procédures en adoption, non plus qu'aucun honoraire lorsque cet honoraire est payable en timbres au profit de la couronne. 14 Geo. V, c. 75, s. 15a; 15 Geo. V, c. 74, s. 11.

Transcription
du jugement.

25. Le jugement d'adoption doit être transcrit dans le registre de l'état civil du lieu de la résidence des parents d'adoption. 14 Geo. V, c. 75, s. 16.
